pour que soient respectées toutes les conditions de la libération conditionnelle. Ces fonctionnaires peuvent ainsi exercer un contrôle approprié et efficace sur tous les libérés de leur région.

Au cours des huit dernières années, la Commission a accordé la libération conditionnelle à 15,364 détenus, dont 608 bénéficiaires d'une libération minimum, sans compter les libérations de courte durée, les libérations temporaires ou les libérations conditionnelles prononcées en vue de la déportation. L'inclusion de ces trois catégories porterait le total à 17,166. De ce nombre, 1,826 seulement ont manqué à leur parole et ont été renvoyés en prison: 920 libérations ont été révoquées et 906 libérés ont commis des infractions entraînant la révocation de leur libération conditionnelle. D'autre part, 90 p. 100 des prisonniers libérés sur parole sont arrivés au terme de leur période sans manquer aux conditions de libération.

Section 5.—La police et la statistique de la criminalité

Organisation de la police.—La police au Canada comprend trois groupes: 1° la Sûreté fédérale, c'est-à-dire la Gendarmerie royale du Canada; 2° les Sûretés provinciales,—les provinces d'Ontario et de Québec ont leur propre police, mais les autres provinces recourent à la Gendarmerie royale pour assurer le service de police dans leur territoire respectif; et 3° les Sûretés municipales,—toute ville assez importante a son propre corps de police ou passe un contrat avec la sûreté provinciale pour qu'elle s'occupe du service de police dans ses limites. De plus, le National-Canadien, le Pacifique-Canadien et le Conseil des ports nationaux ont leur propre corps policier.

La Gendarmerie royale du Canada.—La Gendarmerie royale du Canada est une gendarmerie civile maintenue par le gouvernement fédéral. Établie en 1873 sous le nom de Police montée du Nord-Ouest, son ressort s'étendait aux Territoires du Nord-Ouest de l'époque. En 1904, en reconnaissance de ses services, le qualificatif «royale» lui fut attribué par Sa Majesté le roi Édouard VII. En 1918, le ressort de la Police a été étendu à tout l'Ouest canadien, depuis Port Arthur et Fort William. En 1920, elle a absorbé la police fédérale, le quartier général en a été transféré de Regina à Ottawa et elle est devenue la Gendarmerie royale du Canada.

La Gendarmerie relève du ministère des Solliciteurs généraux et est dirigée par un Commissaire qui occupe le rang de sous-ministre. Les officiers, nommés par la Couronne, sont choisis parmi les sous-officiers. La Gendarmerie a pleins pouvoirs dans l'application des lois fédérales. En vertu d'ententes conclues avec les gouvernements fédéral et provinciaux, elle applique les lois provinciales et le Code criminel dans toutes les provinces, sauf l'Ontario et le Québec, et, en vertu d'une entente spéciale, elle assure le service de police dans quelque 138 municipalités, le 1^{er} avril 1967. Elle est la seule police du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest où elle exerce aussi diverses fonctions administratives pour le compte de certains ministères fédéraux. Elle compte des agents de liaison à Londres et à Washington et représente le Canada auprès de l'Organisation internationale de la police criminelle, dont le siège se trouve à Paris.

Sur les 18 divisions de la Gendarmerie, 12 s'occupent principalement de l'application des lois de même que quelque 43 sous-divisions et 662 détachements. Les six autres divisions sont désignées «Quartier général», «Dépôts», «N» et «P» qui servent de centres de formation, et «Marine» et «Aviation» qui appuient le travail des divisions terrestres. Un réseau de télétype relie le quartier général de chaque division au centre administratif, à Ottawa, et un réseau de postes de radio fixes et mobiles est établi dans chaque province. Le centre du travail d'identification criminelle de la Gendarmerie est la sous-direction de